

Opération déminage au ministère de la culture

L'intersyndicale CGT, Fo, Cfdt de FTV a été re-çue par les conseillers de la ministre de la culture jeudi 16 novembre. L'occasion de questionner le ministère sur les véritables intentions de l'actionnaire après la réduction de 50 M€ au budget 2018 et surtout après la fameuse fuite dans la presse sur la contribution du ministère de la cul-ture au PAP 2022 du 1^{er} ministre.

Le PAP 2022, kesako ?

Le Plan d'Action Publique 2022, c'est la version « macronienne » de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) qui fit tant de dé-gâts sociaux sous Sarkozy avec le non rempla-cement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique.

Il est aujourd'hui demandé à chaque ministère de faire un état des lieux des économies à réaliser dans son périmètre, l'objectif étant de baisser de 3 points de PIB (60 Md€ !) la part des dépenses publics d'ici 2022.

C'est la contribution du ministère de la culture à ce programme qui a « fuité » dans la presse ce qui a provoqué la colère de Mme Nyssen.

Des conseillers en service commandé

Face aux organisations syndicales de FTV, opération déminage ce 16 novembre de la part des conseillers de la ministre qui répètent en boucle que le document qui a fuité n'est pas validé, qu'il ne s'agit pas d'un document stratégique, que la ministre ne l'a même pas lu, etc.

Les conseillers n'ont pas ménagé leurs efforts pour rassurer, allant jusqu'à expliquer sans rire que l'hypothèse de départs « non volontaires » n'était évoquée que pour « alerter les destina-taires sur la difficulté de mettre en œuvre cer-taines nistes recensées »

Et pour parachever l'opération séduction, les re-présentants du ministère affirment même s'être battus pour tenter d'atténuer de 20 M€ l'effort demandé à FTV pour 2018. En fait, à les entendre, ce serait la crainte d'une levée de bou-clier des sénateurs (à majorité LR) qui aurait fait supprimer l'amendement...

Quelle ambition pour le ser-vice public ?

Bref, tout irait pour le mieux entre le ministère et les patrons de FTV. Les conseillers « aiment bien » la Tribune de Mme Ernotte dans le Monde, prônant des développements majeurs dans le numérique au niveau européen ... Le hic, c'est que cet intérêt est totalement contredit par la dé-cision de supprimer 50 M€ au budget 2018 et par les pistes qui apparaissent dans la contribution du ministère.

En quoi la suppression de France Ô, le transfert de France 4 sur le web, la fusion des antennes de France 3 et celles de France Bleu, un inves-tissement minimaliste de 55 M€ pour le numé-rique d'ici 2022, des licenciements secs, pour-raient accompagner cette grande idée du service public ?

Certes la France a besoin d'un service public de l'audiovisuel capable de rivaliser avec les GAFAN^(*), mais ce n'est certainement pas avec les propositions du document incriminé qu'elle y parviendra.

Quant à la décision de Mme Nyssen de pour-suivre le (les) auteur (s) de la fuite, l'ancienne patronne des éditions Acte Sud (et actuelle mi-nistre de la communication) serait bien inspirée d'y renoncer si elle ne veut pas entacher son mandat de l'ombre du ridicule.

Paris, le 20 novembre 2017

(*) **GAFAN** : les géant du numérique : Google, Apple, Fa-cebook, Amazon, Netflix

